



VILLE DE COMBOURG  
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille douze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**30 MAI 2012**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code  
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	4
Nombre de Conseillers présents	:	23
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	24 Mai 2012
Date d'affichage du compte-rendu	:	4 Juin 2012

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET, Mme Michèle BEAUDOUIN, M. Joël DESVAUX

**Absents excusés** : M. Joël HAMELIN, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, Mme Pierrette HUET,

**Absents non excusés** : Mme Joëlle COLLIN, M. Bruno TREMAUDAN

**Pouvoirs** : M. HAMELIN à Mme DAUCE ; M. HIGNARD à Mme GINGAT ; Mme QUEVERT à Mme GIROUX ; Mme HUET à M. LE BESCO

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : Mme Annie CHAMPAGNAY, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 12-85) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 12-86) Modifications statutaires de la Communauté de Communes Bretagne Romantique
- 12-87) Bâtiment commercial rue Jules Corvaisier – Crédit Bail – Levée d'option d'achat
- 12-88) AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) – Composition de l'instance consultative et modalités de concertation
- 12-89) Numérotage des voies communales au lotissement « Les Coteaux de Bel Air »
- 12-90) Travaux divers – Décision modificative n° 1 du budget principal
- 12-91) Travaux de restructuration du Presbytère – Prolongation du délai d'exécution
- 12-92) Demande d'acquisition d'un chemin communal au lieu-dit « Les Rues – Bourlidou » - Demandeur : GAEC du Vieux Châtaignier
- 12-93) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal au lieu-dit « Les Freschandières » - Demandeurs : M. et Mme LEPRIZE
- 12-94) Programme pluriannuel de voirie 2012-2013 – Consultation de maîtrise d'œuvre
- 12-95) Mission d'assistance technique pour la réalisation du projet de rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif
- 12-96) Réhabilitation du réservoir de Bel Air – Consultation de maîtrise d'œuvre
- 12-97) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 12-98) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

---

### **12-85) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Annie CHAMPAGNAY, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 11 Avril 2012 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

## **12-86) MODIFICATIONS STATUTAIRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que le Conseil Communautaire, en séance du 29 Mars 2012, a décidé d'élargir son champ de compétences dans les différents domaines suivants :

- Compétence optionnelle « développement de la vie culturelle du Territoire »
- Compétence « développement économique »
- Compétence optionnelle « prestations de services aux communes »

Il a également décidé de modifier l'article 3 de ses statuts, relatif à l'ordre du jour du siège.

Par courrier recommandé, reçu le 2 Mai 2012, la Communauté de Communes demande à ce que les conseils municipaux des communes membres approuvent ces modifications statutaires à la majorité qualifiée.

### **1. « Compétence optionnelle : développement de la vie culturelle du Territoire »**

Par délibération n°A\_47\_2012, du 29 mars 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes afin d'élargir son champ de compétences à travers la compétence **optionnelle « développement de la vie culturelle du Territoire »**.

En 2011, les élus communautaires ont missionné un cabinet afin de définir le projet culturel du territoire de la communauté de communes.

A l'occasion des conseils communautaires relatifs au débat d'orientations budgétaires 2012 et au vote du Budget Primitif 2012 le 8 mars 2012, les élus communautaires ont souhaité élargir les compétences de la communauté au développement de la vie culturelle du territoire.

A cet effet, la commission culture propose de reconnaître d'intérêt communautaire :

1. **Le fonds d'aide culturel** : soutien aux acteurs culturels du territoire répondant à la majorité des critères qualitatifs suivants :
  - Organismes domiciliés sur le territoire
  - Manifestation faisant appel à des artistes et/ ou techniciens professionnels
  - Privilégier les structures qui travaillent sur des projets à l'année
  - Actions en transversalité avec les autres axes du projet culturel communautaire: l'éducation artistique et/ou les bibliothèques
  - Actions rayonnant sur plusieurs communes
  - Mise en place de tarifs adaptés
  - Formalisation d'une démarche artistique et pédagogique
  - Caractère innovant de la manifestation
  - Mise en avant des ressources locales
  - Actions partenariales avec d'autres champs culturels et d'autres aspects de la vie culturelle communautaire (économie, solidarité, environnement...)
2. **Le fonds de soutien à l'animation dans les communes** : soutien aux dépenses de communication engagées pour l'organisation d'un événement qui contribue à l'attractivité du territoire
3. **Soutien à l'animation et mise en réseau des bibliothèques du territoire**
4. **Mise en place et animation d'un contrat local d'éducation artistique, en partenariat par exemple avec le Ministère de la culture et de la communication et/ou le Ministère de l'éducation nationale...**

Aussi, le conseil communautaire a décidé, en séance du 29 mars 2012 et ce à la majorité des membres présents de :

- **APPROUVER** l'élargissement du champ de compétences de la communauté de communes à travers la **compétence optionnelle « développement de la vie culturelle du territoire »** dont l'intérêt communautaire est précisé ci-dessus ;
- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique ;
- **SOLLICITER** les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération et à engager toutes les démarches relatives à cette affaire.

## 2. « Compétence développement économique »

Par délibération n°A\_48\_2012, du 29 mars 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes

afin d'élargir son champ de compétences à travers la compétence optionnelle « **développement économique** ».

Dans le cadre de l'instauration de la taxe de séjour à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, la réglementation impose à la communauté de communes d'investir la totalité du produit fiscal perçu dans la mise en valeur et la promotion touristique du territoire.

Par ailleurs, il est proposé d'élargir la compétence développement économique à travers le projet d'intérêt communautaire suivant :

Les actions de développement économique d'intérêt communautaire consistent en (*modifications statutaires en italique*) :

- La création, l'extension, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire.  
« Relèvent de l'intérêt communautaire les zones d'activité économique existantes et futures ayant fait ou faisant l'objet d'une instruction à travers une procédure d'aménagement en application du code de l'urbanisme. »
- Les actions de développement économique consistent en :
  - La création, l'aménagement, l'entretien, la gestion et la commercialisation des locaux à usage des pépinières d'entreprises, d'atelier-relais, usines relais, d'hôtel d'entreprises, de bâtiment tertiaire, d'espace de télétravail ou toute structure adaptée à l'évolution du monde de travail.
  - La promotion et l'animation économique du territoire par :
    - ✓ L'assistance à la création ou à la reprise d'entreprises ou de commerces dans le cadre des services de l'Espace entreprises.
    - ✓ l'organisation et/ou la participation à des forums, manifestations, salons et rencontres, évènementiels contribuant au rayonnement du territoire.
    - ✓ La promotion et animation touristique du territoire à travers :
      - L'adhésion et la participation au GIT du Pays d'accueil touristique de la Baie du Mont Saint Michel – Bretagne Romantique.
      - Des actions spécifiques en liaison avec les hébergeurs et acteurs du territoire et transversales aux différentes compétences exercées par la communauté de communes (campagnes d'informations, de promotions, de signalétiques, d'évènementiels, de formations...)
      - Soutien à des actions ou investissements tendant à contribuer à la promotion touristique du territoire et à sa mise en valeur.
      - L'insertion dans les orientations des schémas régionaux et départementaux touristiques.

Aussi, le Conseil Communautaire a décidé, en séance du 29 mars 2012 et ce à la majorité des membres présents de :

- **APPROUVER** la modification **de la compétence « développement économique »** de la communauté de communes dont l'intérêt communautaire est précisé ci-dessus ;
- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique ;
- **SOLLICITER** les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération et à engager toutes les démarches relatives à cette affaire.
- 

### 3. « Compétence optionnelle : Prestations de services aux communes »

Par délibération n°A\_49\_2012, du 29 mars 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes afin d'élargir son champ de compétences à travers la compétence optionnelle **« prestations de services aux communes »**.

Dans le cadre de la réforme territoriale (Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010), il est prévu une intégration du Syndicat Intercommunal de Gestion de la Piscine de Combours (SIGEP) par la communauté de communes au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

A ce titre, les services de la Préfecture ont confirmé que la dissolution du SIGEP devait intervenir sur la base de l'article L. 5212-33, alinéa b (consentement des conseils municipaux intéressés).

Le comité syndical délibérera pour solliciter la dissolution du groupement et déterminer les conditions de liquidation du syndicat. Cette décision sera transmise à l'ensemble des communes membres pour que celles-ci délibèrent à leur tour sur ce projet de dissolution et la répartition de l'actif et du passif du syndicat.

En ce qui concerne la possibilité pour la communauté de communes de passer des conventions de prestations de services avec les communes du SIGEP qui sont hors du périmètre de la Bretagne Romantique (7 communes), le CGCT a prévu en son **article L.5221-1 une possibilité d'ententes et de conventions intercommunales entre communes et EPCI**. Il est possible de passer entre communes et EPCI des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune.

A ce titre, les services de la Préfecture préconisent une modification statutaire insérant dans les statuts de la communauté de communes une habilitation suffisamment précise sur la nature des prestations concernées et leur champ géographique d'exercice.

Aussi, le Conseil Communautaire a décidé, en séance du 29 mars 2012 et ce à la majorité des membres présents de :

- **APPROUVER** l'élargissement du champ de compétences de la communauté de communes à travers la **compétence optionnelle « Prestations de services aux communes »** dont l'intérêt communautaire est :

*« Dans la limite de ses compétences et dans les conditions définies par convention entre la communauté de communes et les communes concernées, la communauté de communes pourra exercer pour le compte d'une ou plusieurs communes (membres ou extérieures) toutes études, missions ou prestations de service relatives aux frais de fonctionnement et d'investissement de la Piscine. Cette intervention donnera lieu à une facturation spécifique dans les conditions définies par la convention visée ci-dessus ».*

- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique ;
- **SOLLICITER** les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération et à engager toutes les démarches relatives à cette affaire.

#### **4. « Adresse du siège de l'EPCI »**

Par délibération n°A\_50\_2012, du 29 mars 2012, le conseil communautaire a approuvé le projet de modification de l'article 3 des statuts de la communauté de communes **« adresse du siège de l'EPCI »**.

Lors de sa création par arrêté préfectoral du 6 décembre 1995, la communauté de communes Bretagne Romantique a fixé dans ses statuts, en son article 3, *Le siège de la communauté de communes à La Chapelle aux Filtzméens* » sans autre précision.

Depuis le 28 Juillet 2011, le siège de la communauté de communes – Bretagne Romantique est installé au 22, rue des Coteaux à la Chapelle aux Filtzméens (35190). En conséquence, les services de la Préfecture ont sollicité une modification des statuts communautaires afin de préciser la nouvelle adresse du siège social de l'EPCI.

Aussi, le conseil communautaire a décidé, en séance du 29 mars 2012 et ce à la majorité des membres présents de :

- **APPROUVER** la modification de l'article 3 des statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique et de préciser : **« le siège de la communauté de communes est fixé au 22, rue des Coteaux à La Chapelle aux Filtzméens (35190) »** ;
- **MODIFIER**, en conséquence, les statuts de la communauté de communes Bretagne Romantique ;

- **SOLLICITER** les 24 communes membres de l'EPCI pour se prononcer quant à cette modification statutaire ;
- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération et à engager toutes les démarches relatives à cette affaire.

Selon l'article L.5211-5 du CGCT, il est nécessaire, pour valider ces décisions du conseil communautaire, que les conseils municipaux des communes membres approuvent ces modifications statutaires à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1<sup>er</sup> alinéa du II de l'article L.5211-5.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal d'en délibérer.

**Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :**

**Vu** la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

**Vu** la Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

**Vu** l'article L.5211-41 du code général des collectivités territoriales, et en particulier les conditions et modalités de transformation des EPCI ;

**Vu** la délibération n°A\_47\_2012 du conseil communautaire en séance du 29 mars ;

**Vu** la délibération n°A\_48\_2012 du conseil communautaire en séance du 29 mars ;

**Vu** la délibération n°A\_49\_2012 du conseil communautaire en séance du 29 mars ;

**Vu** la délibération n°A\_50\_2012 du conseil communautaire en séance du 29 mars ;

## **DECIDE**

**- D'APPROUVER** l'intégration des compétences suivantes dans les statuts de la communauté de communes:

- **Compétence optionnelle : développement de la vie culturelle du territoire ;**
- **La modification de la compétence « développement économique » ;**
- **Compétence optionnelle : prestations de services aux communes**

**- D'APPROUVER** la modification de l'article 3 des statuts de la communauté de communes « **adresse du siège de l'EPCI** »



**12-87) BATIMENT COMMERCIAL RUE JULES CORVAISIER – CREDIT BAIL –  
LEVEE D'OPTION D'ACHAT**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la Ville de COMBOURG a passé avec la Société BESSY un acte de cession de crédit-bail, le 5 Mai 1987, pour un bâtiment commercial sis à Combours, rue Jules Corvaisier et appartenant à la Ville de Combours.

En 1990, ce crédit-bail a été repris par la Société Diffusion Yves BOURGES, laquelle a fusionné le 1<sup>er</sup> Janvier 2001 avec la Société DAUDIGNON. L'acte de crédit-bail prévoit une promesse unilatérale de vente au profit du preneur.

Par courrier en date du 30 Avril 2002, le preneur avait demandé la levée d'option d'achat. Or, à cette date, les échéances de crédit-bail n'étaient pas entièrement réglées. Le Conseil Municipal, par délibération en date du 13 Juin 2002, avait alors décidé de ne céder ce bien qu'à la condition que l'ensemble des loyers soient soldés.

Après plusieurs plans de continuation à l'initiative du Tribunal de Commerce de Paris, la Société DAUDIGNON a honoré la totalité des loyers afférents à ce crédit bail.

A ce jour, les réserves étant levées, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser la levée d'option du crédit-bail au profit de la Société DAUDIGNON
- de désigner l'Etude Notariale PRIOL-LACOURT pour rédiger l'acte de cession, tous les frais étant à charge de l'acquéreur
- de donner pouvoir au Maire pour signer tous les documents et actes à intervenir pour le règlement de ce dossier.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

## **12-88) AVAP (AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE) - COMPOSITION DE L'INSTANCE CONSULTATIVE ET MODALITES DE CONCERTATION**

Rapporteur : Monsieur LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle qu'en séance du 8 Février 2012, le Conseil Municipal a été informé de l'évolution de la réglementation et de la mise au point concernant le dossier de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

La commune de Combours qui a engagé une étude de ZPPAUP en mars 2009, avant la publication de la loi, se voit donc dans l'obligation de transformer l'étude en Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P.), en application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant « engagement national pour l'environnement » dite Grenelle II, en intégrant les préoccupations environnementales, tout en suivant le schéma proposé avec l'Architecte des Bâtiments de France, pour la suite de la procédure.

L'article 28 de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 transforme les ZPPAUP existantes ou en cours de création en AVAP, dont le contenu et la forme, en ce qui concerne la prise en compte du développement durable, seront précisés par le décret d'application.

Il s'agira alors d'une servitude d'utilité publique annexée au Plan Local d'Urbanisme, qui comprend au sein d'un périmètre délimité, un règlement contenant des prescriptions, visant la mise en valeur du bâti et des paysages dans le respect du développement durable.

Le décret d'application du 19 décembre 2011 relatif aux AVAP prévoit une instance consultative, dénommée « commission locale de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine », comportant un nombre maximum de 15 membres.

Ses compétences sont :

- le suivi de l'étude de l'AVAP
- une contribution à l'instruction des demandes d'autorisations de travaux
- le suivi permanent de l'évolution de l'AVAP.

Elle comporte un nombre maximum de 15 membres dont :

- 5 à 8 représentants de la collectivité compétente
- le Préfet de Région
- la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles)
- la DREAL (Direction Régionale Environnement Aménagement Logement)
- 4 personnes qualifiées dont 2 au titre du patrimoine culturel local et 2 au titre des intérêts économiques locaux

Après concertation des **différentes administrations**, les représentants sont les suivants :

- Le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille-et-Vilaine, ou son représentant
- Le représentant de la DRAC, M. LAHELLEC Denis-Marie
- le représentant de la DREAL, M. REMY Philippe, Inspecteur Régional des Sites

Après concertation, les **4 personnes qualifiées** sont les suivantes :

- **au titre du patrimoine culturel local :**

1. Mme Michèle PETITPAS
2. Mme Liliane LAURENT

- **au titre des intérêts économiques locaux :**

1. M. Etienne SERRAND de l'UCIAPL
2. Monsieur Jean-Emmanuel GRINHARD (Entreprise GRINHARD Frères).

La commission locale de l'AVAP vote pour établir un règlement intérieur lors de sa première réunion. Son président, désigné en son sein, est un élu représentant de la collectivité concernée.

L'Architecte des Bâtiments de France assiste avec voix consultative aux réunions de la commission.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de nommer les représentants de la Commune dans les proportions suivantes :

- 7 membres de la majorité municipale
- 1 membre de la minorité municipale

Ces changements ayant une portée d'intérêt général, il est également proposé au Conseil Municipal de fixer les modalités de concertation prévues par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes :

- une réunion publique de présentation – proposition d'orientations avec vidéo projection

- une 2<sup>ème</sup> réunion publique avant l'enquête publique, plus particulièrement orientée auprès des acteurs de la restauration (agents immobiliers, notaires, maîtres d'œuvre, artisans, etc.)

- la fourniture d'un document pédagogique sur format A4 pour une sensibilisation du patrimoine de Combourg, présentant : le site, le périmètre et les secteurs, la typologie du bâti, les différents quartiers, les perspectives, les orientations réglementaires.

- la mise à disposition du public d'un registre de concertation en mairie pour recueillir les remarques sur le projet

L'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- SE PRONONCE en faveur du vote à main levée pour les nominations qui vont suivre :

**Sont nommés membres de la Commission Locale de l'AVAP :**

1. Joël LE BESCO
2. Joël HAMELIN
3. Yolande GIROUX
4. Bertrand HIGNARD
5. Alain COCHARD
6. Odile DELAHAIS
7. Annie CHAMPAGNAY
8. Marie-Thérèse SAUVEE

- DECIDE de fixer les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus

**12-89) NUMEROTAGE DES VOIES COMMUNALES AU LOTISSEMENT « LES COTEAUX DE BEL AIR »**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur Joël LE BESCO expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder à la dénomination de voies dans le lotissement « Les Coteaux de Bel Air » afin de permettre aux nouveaux habitants de disposer d'une adresse et de faciliter les démarches administratives consécutives à un changement de résidence.

Il propose au Conseil Municipal de numéroté de la façon suivante :

**Rue George Sand** (voie déjà existante dans le lotissement communal « Gare/Bel Air »)

Numéros impairs :

Lot 5	n° 01
Lot 6	n° 03
Lot 7	n° 05

Numéros pairs :

Lot 13	n° 02
Lot 12	n° 04
Lot 11	n° 06
Lot 10	n° 08
Lot 09	n° 10
Lot 08	n° 12

**Chemin de Ruant :**

Numéros pairs :

Lot 04	n° 04
Lot 03	n° 06
Lot 02	n° 08
Lot 01	n° 10

A cet effet, il sera procédé à une mise en place de panneaux correspondants et à la distribution de plaques de numéros aux particuliers.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **12-90) TRAVAUX DIVERS – DECISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET PRINCIPAL**

Rapporteur : Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que l'opération « Construction de la Maison de l'Enfance » arrivant à son terme, il convient d'ajuster les crédits affectés à cette opération compte tenue des dépassements de crédits dus aux avenants et à l'actualisation du marché de travaux et également de prévoir les crédits nécessaires pour le changement de la barrière du camping municipal.

		INVESTISSEMENT			
		DEPENSES		RECETTES	
IMPUTATION	DESIGNATION	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
2313/802/64	Construction Maison de l'enfance		20 000 €		
2188/611/020	Remplacement barrière camping		3 600 €		
020/01	Dépenses imprévues	3 600 €			
2313/610/321	Pôle culturel	20 000 €			
TOTAL		23 600 €	23 600 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL GENERAL		0,00 €		0,00 €	

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **12-91) TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU PRESBYTERE – PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION**

Rapporteur : Mme GIROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre du marché de travaux de Restructuration du Presbytère, celui-ci a approuvé, par délibération en date du 9 février 2011, le projet de réaménagement, validé l'Avant Projet Définitif et l'estimation des travaux et autorisé Monsieur le Maire à lancer la consultation sous la forme d'une procédure adaptée.

Considérant le retard pris dans l'exécution des travaux suite à la découverte d'amiante dans les sols ainsi que dans les faïences de la salle de bain et de la cuisine, découverte ayant nécessité l'intervention d'une entreprise de désamiantage, il convient de prolonger le délai d'exécution des travaux de 60 jours calendaires.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- d'exonérer les entreprises des pénalités de retard prévues au marché en cas de retard dans l'exécution des travaux.
- De fixer au 19 avril 2012 la date de fin de travaux pour tous les lots.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**12-92) DEMANDE D'ACQUISITION D'UN CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT « LES RUES - BOURLIDOU » – DEMANDEUR : GAEC DU VIEUX CHATAIGNIER**  
Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 23 Janvier 2012, le GAEC du Vieux Châtaignier, de Tréméheuc, représenté par M JOUBERT, domicilié au lieu-dit Le Vieux Châtaignier, a demandé l'achat d'un chemin communal situé au droit de la propriété du GAEC entre les lieux-dits « Les Rues » et « Bourlidou ».

La commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie le 14 Février 2012, s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette demande.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.30 € HT du m<sup>2</sup> et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cette acquisition.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

**12-93) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT « LES FRESCHANDIERES » – DEMANDEURS : M et Mme LEPRIZE**  
Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 19 Janvier 2012, M et Mme LEPRIZE, domiciliés aux Freschandières, ont demandé l'achat d'une portion d'un chemin communal situé au droit de leur propriété.

En raison du classement sans suite de cette affaire lors de l'enquête publique de 2008, et considérant l'utilité publique de ce chemin, la commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie le 14 Février 2012, s'étant rendue sur place, a émis un avis défavorable à cette demande.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de suivre l'avis de la commission.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

## **12-94) PROGRAMME PLURIANNUEL DE VOIRIE 2012 / 2013 – CONSULTATION DE MAITRISE D'OEUVRE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, dans le cadre du programme voirie, il convient de s'adjoindre les compétences d'un maître d'œuvre afin d'assurer :

- l'étude et le suivi de travaux devant être réalisés dans le cadre d'un programme pluriannuel pour la partie urbaine.
- l'étude et le suivi de travaux du programme de voirie rurale au titre de l'année 2012

### **1) Programme pluriannuel urbain :**



DESIGNATION	Programme 2012	Programme 2013
<b>1- Avenue Gautier père &amp; fils – RD 794</b>		
1.1 – Av. Gautier - Section Sœur Joséphine – Lotissement La Croix Briand Création d'éclairage public et réfection de trottoir sur une longueur approximative de 250 ml	X	
1.2 – RD. 794 - Section Giratoire à route des Rivières et 1er accès Clinique Création d'éclairage public, de trottoir et voirie sur une longueur approximative de 400 ml	X	
1.3 - RD 794 – Route des Rivières à Chemin de Ruant et 2ème accès Clinique Création d'éclairage public, de trottoir et voirie sur une longueur approximative de 500 ml		X
<b>2- Rue de La Pierre Blanche</b> Requalification de la voirie sur environ 120 ml	X	
<b>3- Rue Edouard Herriot et Rue des Frères Hamon en partie</b> Réfection de la voirie et trottoir sur environ 300 ml de voirie	X	
<b>4- Restructuration stationnement Secteur Espace Malouas et Cinéma Chateaubriand</b>		
4.1 – Réfection parking nord Optimisation du stationnement Création d'accès CLSH. Complément Eclairage Public	X	
4.2 – Requalification parking Malouas et Réfection parking Cinéma Chateaubriand Optimisation et création de stationnements Modification du plan de circulation. Extension d'éclairage public		X
<b>5 – Divers travaux de surface (environ 1 500 m²)</b>	X	

## 2) Programme de voirie rurale 2012 :

-	VC n° 152 – Les Barrettes (partie 1)	230 m
-	VC n° 152 – Les Barrettes (partie 2)	200 m
-	VC n° 25 – Trémouard	355 m
-	VC n° 6 – Route de Lanrigan (partie 1)	210 m
-	VC n° 6 – Route de Lanrigan (partie 2)	210 m
-	VC Les Meslions – La Touche aux Pourvoirs (partie 1)	320 m
-	VC Les Meslions – La Touche aux Pourvoirs (partie 2)	320 m

Soit un total de 1 845 m

Le montant estimatif global de ces travaux est de 592 500 € HT.

Afin de réaliser ces opérations, la commune a décidé de retenir les missions suivantes :

- ESQ : Esquisse
- APS : Avant Projet Sommaire
- APD : Avant Projet Détaillé
- PRO : Projet
- ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux
- EXE : Etudes d'exécution
- DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux
- AOR : Assistance lors des opérations de réception.

Ce programme de travaux a obtenu un avis favorable de la commission « Voiries, Infrastructures et Affaires Rurales » lors de sa présentation en date du 19 Avril 2012.

Compte tenu de l'estimatif des travaux, le choix de la procédure pour la consultation des entreprises est la procédure adaptée.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à lancer l'appel d'offres du marché de maîtrise d'oeuvre selon la procédure adaptée.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

## **12-95) MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA REALISATION DU PROJET DE RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que la mission d'assistance conseil de suivi du service public de l'assainissement collectif, assurée par la DDTM, arrive à échéance et ne sera pas prorogée en raison du désengagement de l'Etat sur ce type de service.

Au regard du décret n° 95-635 du 6 Mai 1995, il appartient à la collectivité, pour les exercices futurs, de réaliser, ou de faire réaliser le rapport découlant de cette mission, à savoir :

- Réalisation d'un projet de rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif, conformément aux dispositions de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A ce titre, une consultation en procédure adaptée a été lancée, et il a été décidé de retenir l'offre de :

L'Institut de Sante Agro-Environnement  
Site de Combours  
La Madeleine  
35270 COMBOURG

**Pour un montant de 300.00 € HT, soit 358.80 € TTC.**

Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1<sup>er</sup> Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

## **12-96) REHABILITATION DU RESERVOIR DE BEL AIR – CONSULTATION DE MAITRISE D'OEUVRE**

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle au Conseil Municipal que la commune de Combours a réalisé, en 2007, des schémas directeurs d'assainissement et d'eau potable. Et, par délibération en date du 11 février 2008, le Conseil Municipal a été informé des conclusions du schéma directeur d'adduction d'eau potable.

Le schéma directeur d'eau potable, achevé en 2008, et réalisé par la société SAFEGE de Saint Grégoire, liste différents travaux dans un programme fixant les priorités d'intervention.

Certaines de ces interventions ont été réalisées à ce jour, mais d'autres restent à faire, notamment la réhabilitation du réservoir de Bel Air (ravalement, robinetterie etc.).

Le programme des travaux porte sur les points suivants :

- 1- Installation de chantier :
- 2- Cuve (environ 210 m<sup>2</sup>)
- 3- Coupole (environ 104 m<sup>2</sup>)
- 4- Ravalement (environ 435 m<sup>2</sup>)
- 5- Serrureries
- 6- Fontainerie - Robinetterie

Afin de réaliser cette réhabilitation, il convient de s'adjoindre les compétences d'un maître d'œuvre, ayant des références similaires, afin de réaliser les missions suivantes :

- ESQ : esquisse
- APS : avant projet sommaire
- APD : Avant Projet Détaillé
- PRO : Projet
- ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux
- EXE : Etudes d'exécution
- DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux
- AOR : Assistance lors des opérations de réception.
- Rédaction des différentes conventions de passage

Le schéma directeur d'eau potable, établi en 2008, faisait apparaître un coût estimatif de 250 000 € TTC.

Ces travaux de réhabilitation feront l'objet d'une concertation avec différents organismes (VEOLIA, SAUR, SPIR...) pour assurer une continuité de service.

Compte tenu de l'estimatif des travaux, le choix de la procédure pour la consultation des entreprises est la procédure adaptée.

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal :

- D'autoriser Le Maire à lancer l'appel d'offres du marché de maîtrise d'oeuvre selon la procédure adaptée.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

## **12-97) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 1<sup>er</sup> Avril 2012 au 20 Mai 2012** et, à ce titre, ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Local Brigade SNCF Pole Ferroviaire Démolition	<b>Houssais – Martigné Ferchaud</b> Sicca – Mordelles Charrier TP – Rennes Schmitt TP - Betton	<b>2 550.00 €</b> 10 931.01 € 6 203.00 € 6 690.00 €	<b>3 049.80 €</b> 13 073.49 € 7 418.79 € 8 001.24 €
Mairie Remplacement d'un électro- tintement de cloche	<b>Bodet – Plérin (22)</b> Alain Macé – Plaine Haute (22)	<b>828.00 €</b> 1049.29 €	<b>990.29 €</b> 1 254.95 €
Congrégation des sœurs de la Providence Diagnostic préalable à la vente	<b>Innax – Rennes</b> Diag Immo Services - Combourg	<b>280.00 €</b> 501.67 €	<b>334.88 €</b> 600.00 €
Ancien Centre de tri postal Rue Notre Dame Démolition	<b>Sicca – Mordelles</b> Houssais – Martigné Ferchaud	<b>13 342.76 €</b> 16 650.00 €	<b>15 957.94 €</b> 19 913.40 €
Classification du camping	<b>DEKRA INSPECTION</b> BUREAU VERITAS	<b>330.00 €</b> 680.00 €	<b>394.68 €</b> 813.28 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

**12-98) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 2 mai 2012 (**DIA n°18**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles AH numéros 342, 343, 344, 400p et 402 sises « 3, rue Charles DAYOT » d'une superficie de 1 444 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 14 mai 2012 (**DIA n° 19**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AC n° 736 d'une superficie de 200 m<sup>2</sup> et supportant un ancien bâtiment industriel
- Décision en date du 14 mai 2012 (**DIA n° 20**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AC n° 52 d'une superficie de 353 m<sup>2</sup> et supportant une maison d'habitation

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 50.